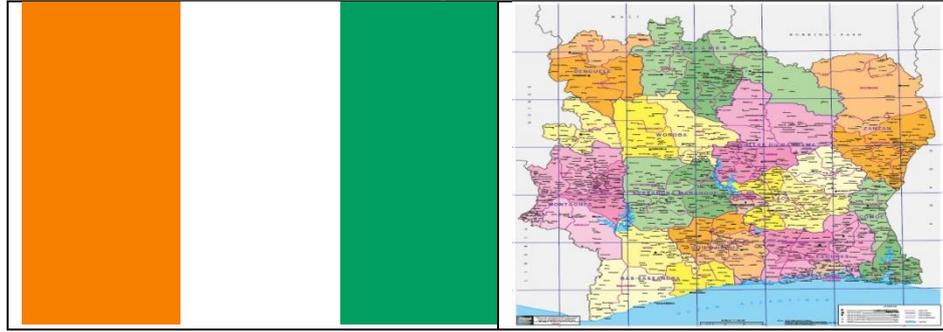


FICHE DE LA REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



Décembre 2018

1. GÉNÉRALITÉS SUR LA REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



Population (million d'habitants, Banque Mondiale 2017)	24,37
Capitale	Yamoussoukro
Distance avec le Burkina Faso	918 km
Langues principales	Français
Fuseau horaire	UTC
Climat	Equatorial
Monnaie	Francs CFA
PIB (année 2017, source BM)	40,389 Milliards USD
Revenu national/habitant (source Banque Mondiale 2017)	1 580 USD
Croissance annuelle du PIB (2017)	7,8%

Source: Banque Mondiale 2017

2. COMMERCE EXTERIEUR

➤ **Échanges de marchandises (2017, Mds USD, évolution sur 2016) :**

Export : 12,56 (+ 14,79 %)

Import : 9,6 (+ 10,72 %)

➤ **Cinq premiers fournisseurs (avec part de marché) :**

1- Chine 13,48 %

2- France 11,05 %

3- Nigeria 9,22 %

4- Espagne 9,05 %

5- Inde 4,72 %

65-Burkina Faso

➤ **Cinq premiers clients (avec part de marché) :**

1- Pays Bas (11,9%)

2- Etats Unis d'Amérique (9,4%)

3- Vietnam (6,1%)

4- France (5%)

5- Allemagne (4,9%)

8- Burkina Faso (4,3%)

Position de l'économie dans le monde (USD)



Rang Mondial de la Cote d'Ivoire
170^{ème} /188

Commerce bilatéral



Position du Burkina Faso aux exportations vers la Cote d'Ivoire

Exportations du Burkina Faso vers la Cote d'Ivoire



Croissance 2015-2017

➤ **La situation économique de la Côte d'Ivoire**

La Côte d'Ivoire dispose de solides atouts économiques, fait figure de puissance sous régionale. Elle possède des infrastructures héritées des deux décennies du « miracle ivoirien » (1960-1980) : 2^{ème} port d'Afrique subsaharienne, important réseau routier, aéroport international récemment agrandi. Dans le secteur agricole le pays est le 1^{er} producteur de cacao au monde avec plus de 35% du marché. Il figure aux tout premiers rangs africains pour plusieurs autres productions agricoles d'exportation (caoutchouc, noix de cajou, coton, café, palmier à huile, banane, ananas, cola). Le secteur secondaire est dominé par le raffinage de pétrole brut, le BTP et la transformation agroalimentaire. Le secteur tertiaire (47% du PIB) est fortement dominé par les activités bancaires, les transports, la distribution ainsi que les TIC, dont la téléphonie mobile (5 opérateurs). Le pays assure son autosuffisance énergétique grâce à l'exploitation depuis quelques années de gisements de gaz et de pétrole ; ils lui ont permis d'exporter de l'électricité et des produits pétroliers dans la sous-région et notamment au Burkina Faso.

Avec une croissance de 8,6% par an en moyenne depuis 2012, la Côte d'Ivoire vise à accéder au rang d'économie émergente en 2020. Le programme national de développement (PND) pour la période 2016-2020 prévoit de grandes réformes structurelles visant à stimuler une croissance soutenue, tirée par le secteur privé, et à transformer structurellement l'économie.

La part des principaux secteurs d'activités dans le PIB (DGT, 2018) :

- agriculture : 28%
- industrie : 25%
- services : 47%

3. LES ECHANGES COMMERCIAUX ENTRE BURKINA FASO ET LA COTE D'IVOIRE

3.1 Les accords commerciaux entre le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire

➤ **Les Accords commerciaux sous régionaux de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CDEAO) et de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) : le Tarif Extérieur Commun (TEC)**

Avec l'entrée en vigueur du Tarif Extérieur Commun, le 1er janvier 2000, l'UEMOA a fait un pas décisif dans la construction de son Union Douanière. Dans le cadre de la mise en place de l'Union Douanière de la CEDEAO, le Tarif Extérieur Commun de l'UEMOA a été amendé et étendu à l'ensemble des Etats membres de la CEDEAO. Au niveau de l'UEMOA, ce nouveau tarif a été adopté par le Règlement n° 06/2014/CM/UEMOA du 25 septembre 2014 portant modification du Règlement n°02/97/97/CM/UEMOA portant adoption du Tarif Extérieur Commun. Il comporte dans son architecture, le Droit de Douane (DD), la Redevance Statistique (RS) et le Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS). L'entrée en vigueur du nouveau TEC va consacrer également la construction de l'Union Douanière de la CEDEAO depuis le 1er janvier 2015. Cette perspective comporte des opportunités en termes d'élargissement du marché, de diversification de l'offre, de viabilité des entreprises et des projets économiques, d'attractivité d'investissements. Elle comporte également des défis majeurs à relever en termes d'infrastructures à construire, de barrières à lever, de besoin en communication et en énergie, de sécurité des frontières, etc. Dans sa structure actuelle, le Droit de Douane comprend cinq catégories de marchandises réparties en fonction d'un critère principal, à savoir le degré de transformation des marchandises, et d'un critère secondaire relatif à la production communautaire. Cependant la structure de la catégorisation n'est pas

statique. Elle peut évoluer en fonction des besoins de l'Union. A cet effet, un Comité de Gestion du TEC a été créé au sein de l'Union pour statuer sur les besoins de changement de catégorie, en relation avec la CEDEAO. Actuellement, les cinq catégories sont définies comme suit :

Catégorie 0 : biens sociaux essentiels, au taux de 0%, répartis sur 85 lignes tarifaires ;

Catégorie I : biens de première nécessité, matières premières de base, biens d'équipement, intrants spécifiques, au taux de 5%, répartis sur 2146 lignes tarifaires ;

Catégorie II : intrants et produits intermédiaires, au taux de 10%, répartis sur 1373 lignes tarifaires ;

Catégorie III : biens de consommation finale, au taux de 20%, répartis sur 2165 lignes tarifaires ;

Catégorie IV : biens spécifiques pour le développement économique, au taux de 35%, répartis sur 130 lignes tarifaires. Au total, le nouveau Tarif Extérieur Commun comporte 5899 lignes tarifaires basées sur la Nomenclature du Système Harmonisé (SH) de désignation et de codification des marchandises, utilisée à l'échelle internationale par plus de 98% du Commerce mondial des marchandises et gérée par l'Organisation Mondiale des Douanes (OMD). Sa mise en place va renforcer la cohésion des politiques commerciales de l'UEMOA et de la CEDEAO et promouvoir l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest, à travers la consolidation de l'Union Douanière puis son évolution vers le marché commun. Après plusieurs décennies de tentatives, la zone UEMOA a connu, avec la mise en place du Tarif Extérieur Commun, un niveau d'intégration régionale appréciable. Par sa flexibilité, le nouveau Tarif Extérieur Commun va participer davantage à l'édification d'une économie régionale solide et dynamique et partant, ouvrir de nouvelles perspectives pour les entreprises et les consommateurs de l'Union.

➤ **Traité d'Amitié et de Coopération (TAC) entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso**

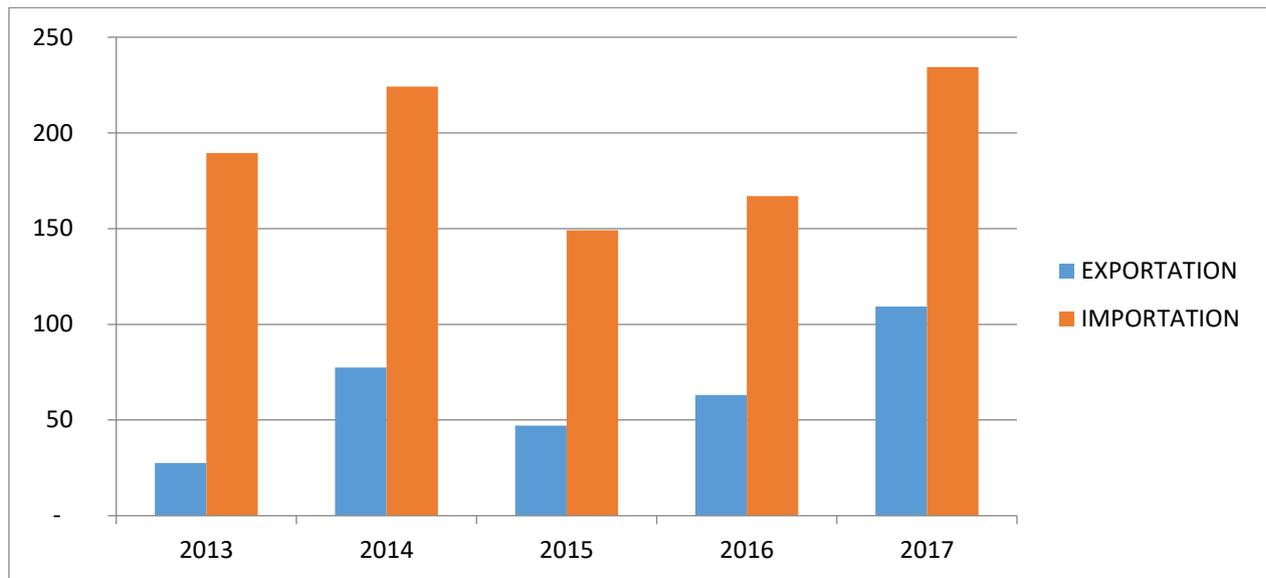
Le Traité d'amitié et de coopération qui régit depuis une décennie les relations entre les deux pays voisins, est une initiative d'une réelle confiance pour booster leur décollage socio-économique. A travers ce traité, plusieurs accords ont été signés qui vont des investissements dans les infrastructures routières et ferroviaires à la facilitation à la libre circulation des personnes et des biens. En effet, la Côte d'Ivoire abrite, officiellement, plus de 4 millions de Burkinabè qui s'y sont installés depuis la nuit des temps. L'absence de barrières linguistiques fait des ports ivoiriens des débouchés naturels pour les produits burkinabè, à l'import comme à l'export.

3.2 Analyse de la situation des relations économiques actuelles entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso

Les échanges commerciaux entre le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire ont progressé de 25% entre 2013 et 2017 pour atteindre FCFA 319,741 milliards (539 millions USD). Le Burkina Faso est le premier client de la Côte d'Ivoire dans l'espace de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), avec près de 24% des exportations, qui sont constituées de pétrole, tabac, huile de palme, plastiques, huiles essentielles et café transformé.

Quant au Burkina Faso, il exporte principalement du coton mais qui ne fait que transiter par la Côte d'Ivoire et des fruits et légumes frais.

Graphique 6 : Echange commercial entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso en milliards de FCFA.



Source : Construit à partir des données de l'ITC, décembre 2018.

Les échanges commerciaux progressent sur la période de 2013 à 2018. Par ailleurs la balance commerciale du Burkina Faso avec la Côte d'Ivoire est déficitaire sur la période étudiée. Ce déficit tend à se réduire progressivement ce qui dénote de l'amélioration des exportations sur la Côte d'Ivoire.

3.2.1 Détails des exportations burkinabè vers la Côte d'Ivoire

Tableau 1 : Dix (10) principaux produits exportés vers la Côte d'Ivoire entre 2013 et 2017 en milliers USD

Libellé produit	Valeur en 2013	Valeur en 2014	Valeur en 2015	Valeur en 2016	Valeur en 2017
Zinc et ouvrages en zinc	25 908	87 547	55 307	90 094	166 360
Machines, appareils et engins mécaniques, réacteurs nucléaires, chaudières; parties de ces ...	7 091	8 481	5 193	2 049	5 582
Voitures automobiles, tracteurs, cycles et autres véhicules terrestres, leurs parties et a ...	1 625	4 848	3 256	3 848	4 160
Coton	2 291	2 025	3 582	3 279	3 240
Ouvrages en fonte, fer ou acier	92	753	885	176	1 377
Combustibles minéraux, huiles minérales et produits de leur distillation; matières bitumineuses; ...	64	4 499	2 946	1 035	974
Boissons, liquides alcooliques et vinaigres	1 496	2 400	605	580	815
Graines et fruits oléagineux; graines, semences et fruits divers; plantes industrielles ou ...	2 315	161	1 534	64	800
Machines, appareils et matériels électriques et leurs parties; appareils d'enregistrement ou ...	191	158	296	1 009	782
Légumes, plantes, racines et tubercules alimentaires	1 373	2 079	1 018	1 444	739
Total tous produits confondus	47 316	133 202	81 018	108 542	188 200

Source : Construit à partir des données du Centre de Commerce International (CCI)

3.2.2 Des importations de la Côte d'Ivoire

Tableau 3 : Liste des dix principaux produits importés de la Côte d’ivoire selon l’importance de la valeur des importations (milliers de USD).

Libellé produit	Valeur en 2013	Valeur en 2014	Valeur en 2015	Valeur en 2016	Valeur en 2017
Combustibles minéraux, huiles minérales et produits de leur distillation; matières bitumineuses; ...	107 710	162 786	80 975	78 504	203 842
Tabacs et succédanés de tabac fabriqués	51 546	54 888	49 692	47 011	55 583
Préparations alimentaires diverses	17 652	16 860	21 282	22 147	20 911
Graisses et huiles animales ou végétales; produits de leur dissociation; graisses alimentaires ...	16 115	16 014	11 818	29 023	18 470
Matières plastiques et ouvrages en ces matières	17 949	18 886	17 816	16 768	17 807
Produits de la minoterie; malt; amidons et féculés; inuline; gluten de froment	16 565	12 841	9 670	14 082	13 836
Papiers et cartons; ouvrages en pâte de cellulose, en papier ou en carton	8 283	10 582	10 132	10 518	11 151
Sucres et sucreries	6 999	8 153	8 600	8 019	9 878
Savons, agents de surface organiques, préparations pour lessives, préparations lubrifiantes, ...	8 751	8 081	7 026	8 959	7 839
Préparations à base de céréales, de farines, d'amidons, de féculés ou de lait; pâtisseries	9 604	8 970	4 501	9 061	5 451
Total tous produits confondus	326 328	386 199	256 954	287 600	403 724

Source : Construit à partir des données du Centre de Commerce International (CCI)

4. LES SERVICES DE L'APEX-BURKINA AUX EXPORTATEURS

Dans son ambition de promouvoir les produits made in Burkina Faso sur les marchés extérieurs, l’APEX-Burkina offre à ses partenaires exportateurs les services suivants :

- Intelligence économique et commerciale;
- Appui technique et financier;
- Promotion commerciale;
- Environnement export et facilitation;
- Formation;
- Assistance et conseil à l’export.

Pour de plus amples informations vous attendent sur www.apexb.bf